

Research Article

Cameroun: Contribution Des Femmes Dans Le Domaine Politique

Dr. Germaine Bienvenue Noukio

Ministry of Scientific Research and Innovation Postal Code 00237/ Yaounde, Cameroon

Article History

Received: 21.05.2020

Accepted: 13.06.2020

Published: 19.06.2020

Journal homepage:

<https://www.easpublisher.com/easjhcs>

Quick Response Code



Abstract: Le Cameroun est l'un des pays où les femmes ne sont pas motivées à contribuer dans le domaine politique. En fait, selon l'institut national des statistiques, les femmes constituent 52 pour cent de la population et elles jouent dans la société un rôle crucial qui peut favoriser le développement. Malheureusement, elles sont considérées comme des mères dont le rôle principal est de cuisiner et de prendre soin des enfants. Dans notre société, elles fonctionnent comme des subordonnées des hommes. L'autonomisation des femmes est actuellement une question d'intérêt national et les efforts des États pour intégrer les femmes dans le développement ont jusqu'à présent produit des résultats mitigés. La vision de ce document est de contribuer au renforcement de la démocratie dans notre pays en aidant les femmes à jouir pleinement de leurs droits politiques et civils. Cet article vise à renforcer la participation et les performances de toutes les femmes camerounaises dans le processus électoral et la gouvernance de notre pays.

Keywords: Cameroun, politique, femmes, développement.

Copyright © 2020: This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution license which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium for non commercial use (NonCommercial, or CC-BY-NC) provided the original author and source are credited.

INTRODUCTION

Le pourcentage des femmes dans les gouvernements à l'ère moderne sont sous-représentées dans la plupart des pays du monde, contrairement aux hommes. Cependant, les femmes sont de plus en plus élues politiquement pour être chefs d'État et de gouvernement. Plus de 20 pays ont actuellement une femme à la tête d'un gouvernement national et le taux de participation mondiale des femmes aux parlements nationaux est de près de 20%. Un certain nombre de pays étudient des mesures susceptibles d'accroître la participation des femmes au gouvernement à tous les niveaux, du local au national.

Les femmes et les filles représentent 52% selon les statistiques de l'institut national de la population totale du Cameroun. Pourtant, elles occupent moins de 8% du système politique et décisionnel du pays. Les femmes et les filles restent les plus touchées par la pauvreté et d'autres maux de la société. Le fardeau des soins reste très lourd pour les femmes, la plupart des tâches ménagères non rémunérées étant largement méconnues et non évaluées. Seuls 8% (33/360) des maires (maires et adjoints au maires) au Cameroun sont des femmes. Seuls 33,5% (61/180) des membres du Parlement sont des femmes, 0% des gouverneurs régionaux sont des femmes.

L'alliance pour l'autonomisation économique et politique des femmes et des filles a pour objectif principal de construire un partenariat plus solide avec des activités féministes engagées dans la promotion significative des droits des femmes et des filles sur tous les fronts.

Notre définition du féminisme inclut des hommes et des femmes engagés travaillant ensemble pour lutter contre les inégalités imposées par les sociétés qui ont un impact négatif sur les femmes et les filles uniquement en raison de leur sexe.

Nous reconnaissons le rôle important que les hommes qui ont de la valeur et du respect pour les femmes peuvent jouer dans la conversion de leurs pairs pour commencer à s'attaquer aux problèmes.

CONTEXTE HISTORIQUE

La situation politique au Cameroun a une histoire longue et éprouvante au cours de ses 48 années d'indépendance de la France à la de Grande-Bretagne. 1960 marque l'ère indépendante du Cameroun lorsque le Cameroun français obtient son indépendance. Avec cette nouvelle indépendance Ahmadou Ahidjo, un musulman de la région Nord Cameroun est devenu président de la République. Le Cameroun britannique, qui était sous la domination de la Grande-Bretagne,

n'avait pas encore accédé à l'indépendance et était en train de débattre de l'adhésion ou non du Cameroun français. En 1961, après un référendum organisé par les Nations Unies, la partie méridionale du Cameroun britannique, qui est : les provinces modernes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, a voté pour rejoindre le Cameroun français et devenir la République fédérale du Cameroun. La partie nord du Cameroun britannique a choisi de rejoindre le Nigéria, se séparant ainsi de la nationalité camerounaise, en continuant à vivre au Nigéria, qui était auparavant sous contrôle britannique.

Le type de gouvernement du Cameroun peut être décrit comme une république et est divisé en dix divisions administratives, qui sont indicatives des régions du Cameroun. Le Cameroun a un style de gouvernement parlementaire dans lequel Paul Biya est actuellement président. Il existe également un cabinet de fonctionnaires nommés par le Premier ministre, qui permet au président d'avoir le contrôle de quiconque accède au pouvoir. Comme avec le système parlementaire, la branche législative du Cameroun a une assemblée nationale de 180 sièges et tous les membres sont élus au suffrage universel direct pour un mandat de 5 ans. Dans chacune des dix régions, un poste équivalent à celui de gouverneur sert de palier supérieur suivi d'une répartition des départements dirigés par des préfets, qui sont directement au-dessus des sous-préfets. Aux fins de cette réflexion, nous nous concentrerons sur le nombre de femmes qui occupent des sièges dans les domaines politiques tels que le parlement, le conseil constitutionnel, les chefs de village, président de partis politiques et dans le domaine administratif.

L'un des domaines importants de la politique au Cameroun est les partis politiques. Le Cameroun prétend avoir une démocratie avancée, comptant une

majorité de partis, ce qui, selon eux, les rend bien supérieurs à la multitude de choix. Le système multipartite a été adopté en décembre 1990, ce qui a systématiquement mis fin au système de parti unique qui avait été mis en place pendant la présidence d'Ahidjo à partir de 1966. Les principaux partis politiques représentés à l'assemblée nationale du Cameroun en 2020 sont :

RDPC : Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais ,

UDC : 'Union pour la Démocratie du Cameroun,

UNDP : 'Union nationale pour la démocratie et le progrès,

SDF : Social Democratic Front,

MDDC : Mouvement Démocratique pour la Défense du Cameroun,

PCRN : Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale,

FNSC : Front pour le Salut National du Cameroun,

UMS : Union pour un Mouvement Social.

MATÉRIEL ET MÉTHODE

Les femmes sont confrontées à de nombreux obstacles pour parvenir à une représentation dans la gouvernance. Leur participation a été limitée par l'hypothèse que la sphère propre aux femmes est la sphère «privée». Alors que le domaine «public» est celui de l'autorité politique et de la contestation, le domaine «privé» est associé à la famille et au foyer. En reléguant les femmes dans la sphère privée, leur capacité à entrer dans la sphère politique est réduite. Cet article analyse l'évolution et la contribution des femmes en politique au Cameroun. Comme nous le voyons dans le tableau ci-dessous, nous nous rendons compte que les femmes sont moins représentées dans l'administration.

Tableau 1: évolution des femmes dans le commandement territorial de 2007 à 2020

	Nombre	Pourcentage
Gouverneurs	0/10	0%
Préfets	3/58	5,17%
Sous préfets	15/360	4,16%
Adjoints préfectoraux	14/360	3,88%
Chef cabinet gouverneur	01/10	10%

L'inégalité entre les sexes au sein des familles, la division inéquitable du travail au sein des ménages et les attitudes culturelles à l'égard des rôles de genre subjuguent davantage les femmes et servent à limiter leur représentation dans la vie publique. Les sociétés hautement patriarcales ont souvent des structures de

pouvoir locales qui rendent difficile le combat des femmes. Ainsi, leurs intérêts ne sont souvent pas représentés. Le deuxième tableau nous montrera l'augmentation ou la stabilité des femmes au chef de village de 2010 à 2020.

Tableau 2: femmes chefs de 1er et 2e degré dans la région du Cameroun

Régions	2016		2017		2018		2019	
	1er	2 ^e						
Adamaoua	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre	1	2	1	2	1	2	1	2
Est	1	0	0	0	0	0	0	0
Extreme Nord	0	0	0	0	0	0	1	0
Littoral	0	0	0	0	0	0	0	0
Nord	0	0	0	0	0	0	0	0
Nord Ouest	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouest	0	0	0	0	0	0	0	0
Sud	2	0	1	0	1	0	1	0
Sud-Ouest	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	4	2	2	2	2	2	3	2

Même une fois élues, les femmes occupent généralement des postes moins valorisés ou similaires. Dans l'administration, lorsque les femmes sont nommées ministres par le chef de l'État, leurs postes sont décrits comme des «industries non techniques» et incluent la santé, l'éducation et le bien-être. Les femmes détiennent rarement un pouvoir décisionnel exécutif dans des domaines plus puissants ou associés à des notions traditionnelles de masculinité (comme la finance et l'armée). En règle générale, plus l'institution est puissante, moins il est probable que les intérêts des femmes seront représentés. De plus, dans les pays plus autocratiques, les femmes sont moins susceptibles de voir leurs intérêts représentés. De nombreuses femmes atteignent une position politique en raison de leurs liens de parenté, car elles ont des membres masculins de la famille qui sont impliqués dans la politique. Ces femmes sont généralement issues de familles à revenu plus élevé et de statut supérieur et ne sont donc pas aussi focalisées sur les problèmes rencontrés par les familles à faible revenu. Les femmes responsables des partis politiques sont au nombre de 03 et 278 pour les hommes.

De plus, les femmes sont confrontées à des défis dans la mesure où leur vie privée semble se concentrer sur plus que leur carrière politique. Par exemple, les choix de mode sont souvent sélectionnés par les médias, et les femmes y gagnent rarement, soit elles montrent trop de peau, soit trop peu, elles ont l'air trop féminines ou trop masculines.

ANALYSE

Selon la Banque mondiale, Landell-Mills et Serageldin définissent la gouvernance comme l'utilisation de l'autorité politique et l'exercice d'un contrôle sur une société et la gestion de ses ressources pour le développement social et économique. Il englobe la nature du fonctionnement des arrangements institutionnels et structurels d'un État, les processus de prise de décision, la capacité de formulation et de mise

en œuvre des politiques, l'efficacité du leadership et la nature de la relation entre le souverain et le gouverné. Il existe différents types de gouvernance, mais dans de nombreux États africains, les plus courants sont la gouvernance centralisée et décentralisée. Le rapport 2005 des Nations Unies sur la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies a fait valoir que la mauvaise gouvernance dans les États africains était l'une des principales raisons des problèmes persistants pour atteindre les objectifs de développement. Le principe de la bonne gouvernance a été lancé dans les cercles de l'aide internationale à la fin de la guerre froide en tant que principe directeur visant à la restructuration interne de l'appareil gouvernemental des économies en développement et en transition. C'était une approche adoptée par la Banque mondiale et les agences d'aide comme condition préalable pour recevoir l'aide au développement, qui visait à améliorer le leadership politique de la démocratie et à intégrer les objectifs économiques et sociaux.

Le concept d'efficacité dans le contexte de la bonne gouvernance couvre également l'utilisation durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement. Le concept de bonne gouvernance est important dans cette étude car il fait ressortir l'idée de démocratie qui donne la liberté et l'autonomisation au peuple. Ici, on tente d'établir un lien entre la construction d'une bonne gouvernance (gouvernance démocratique) et le développement. Les raisons d'explorer le concept de bonne gouvernance trouvent leur origine dans mon intérêt à mettre l'accent sur la symbiose entre politique et développement pour une meilleure compréhension des problèmes de développement.

Karlstrom aborde le concept de démocratie comme «une cosmologie politique locale qui met l'accent sur les valeurs de justice, de civilité et de communication ouverte entre les dirigeants et les sujets», où, selon Schumpeter, les décisions politiques sont prises pour le «bien commun» en le faisant les

gens décident des questions en élisant des individus qui doivent se réunir pour réaliser leur volonté. Schumpeter déclare en outre que ce bien commun implique de fournir des réponses aux questions afin que chaque mesure prise puisse être catégoriquement classée comme "Bon ou Mauvais". C'est la règle du peuple, dépeignant la liberté et la liberté. Lijphart donne les définitions suivantes de la démocratie: (1) La démocratie représentative est définie comme le gouvernement par les représentants du peuple; (2) La fameuse stipulation d'Abraham Lincoln de la démocratie en tant que gouvernement pour le peuple et par le peuple, c'est-à-dire un gouvernement qui fonctionne conformément aux préférences des peuples. Il existe différents types de démocratie, de modèles majoritaires et de consensus. Cependant, le modèle majoritaire sera exclu dans cette étude car il stipule que la majorité doit gouverner tandis que les minorités s'y opposent. Le modèle consensuel de la démocratie exige qu'un consensus soit atteint par des moyens discursifs. Lewis semble travailler dans la même ligne de pensée que Schumpeter. Selon lui, le modèle du consensus dépeint la véritable essence de la démocratie où tous ceux qui sont affectés par une décision devraient avoir la possibilité de participer à la prise de décision directement ou indirectement par le biais de représentants choisis. Lijphart décrit 8 critères pour définir et mesurer la démocratie proposés par Robert A. Dahl. Ils comprennent:

- Un droit de vote
- Le droit d'être élu
- Le droit pour les dirigeants politiques d'obtenir un soutien et des votes
- Elections libres et équitables
- Liberté d'association et d'expression (libertés civiles)
- Sources alternatives d'information
- Institutions pour la gouvernance publique dépendant des votes et autres expressions

Les libertés démocratiques permettent aux partis politiques de se mobiliser et d'obtenir un soutien sur la base de leurs intérêts et identités privilégiés. Cela n'exclut pas le fait que dans une société démocratique, la gestion des affaires nécessite certaines aptitudes et techniques spéciales qui doivent être confiées à ceux qui les possèdent. Pourtant, cela ne doit pas affecter le principe du bien commun en permettant au peuple de décider des questions, parce que ces gens qui sont là (représentants) sont simplement là pour réaliser la volonté du peuple. Des élections libres et régulières entrent en scène dans un système démocratique où règne l'inclusion sociopolitique.

Dans ce cadre de sous-représentations féminines, il est préférable de continuer à organiser des initiatives pour accroître la participation des femmes aux processus politiques et électoraux au Cameroun.

Cette sensibilisation peut passer par des ateliers pour encourager les femmes à assumer des rôles de direction au sein de leurs partis politiques respectifs, afin d'augmenter leurs chances d'être investies en tant que candidates aux élections municipales et législatives. Encourager les femmes à se présenter aux élections lors des prochaines élections. Pour produire également un manuel pour éduquer les femmes sur les concepts et procédures liés aux élections au Cameroun, afin de leur permettre d'avoir des compétences de base dans leur tentative de se disputer des postes politiques.

L'ONU a identifié six voies par lesquelles la participation des femmes à la politique et au gouvernement peut être renforcée. Ces voies sont: l'égalisation des chances en matière d'éducation, les quotas de participation des femmes aux organes directeurs, la réforme législative visant à mettre davantage l'accent sur les questions concernant les femmes et les enfants et le financement de budgets sensibles au genre afin de prendre également en compte les besoins des hommes et des femmes.

a) Éducation

Les femmes ayant une éducation formelle (à tous les niveaux) sont susceptibles de ne pas se marier, ni accoucher mais sont mieux informés sur la nutrition des nourrissons et des enfants et la vaccination de ces derniers. Les enfants de mères ayant reçu une éducation formelle sont mieux nourris et ont des taux de survie plus élevés. L'égalité des chances d'éducation des garçons et des filles peut prendre la forme de plusieurs initiatives:

La suppression des frais de scolarité qui obligerait les parents à prendre en compte les questions financières lorsqu'ils décident lesquels de leurs enfants éduquer. Les enfants pauvres des zones rurales sont particulièrement touchés par les inégalités résultant des frais de scolarité.

Encouragement des parents et des communautés à instaurer des programmes éducatifs d'égalité des sexes. Le coût d'opportunité perçu de l'éducation des filles peut être traité par le biais d'un programme de transferts monétaires conditionnels qui récompense financièrement les familles qui éduquent leurs filles (éliminant ainsi la barrière financière qui résulte du fait que les filles substituent la fréquentation scolaire au travail dans la population active familiale).

Création d'écoles «amies des filles» pour minimiser les préjugés et créer un environnement scolaire sûr pour les filles et les jeunes femmes. Actuellement, un obstacle à la fréquentation scolaire des femmes est le risque de violences sexuelles sur le chemin de l'école. Un «environnement scolaire sûr» est celui dans lequel l'école est située pour minimiser cette violence, en plus d'offrir aux filles des possibilités

d'éducation (par opposition à l'utilisation d'étudiantes pour effectuer des travaux de conciergerie ou d'autres travaux subalternes).

L'éducation est un outil essentiel pour toute personne dans la société pour s'améliorer dans sa carrière. En ce qui concerne la situation actuelle des femmes, les aspects culturels s'effondrent et s'écartent de la norme sociale dans les cultures occidentales. "Les plus grands obstacles à surmonter pour les femmes se situent toujours au niveau local où les hommes et les femmes sont souvent recrutés dans les communautés et ont des compétences politiques limitées". Le niveau d'éducation dans ces gouvernements locaux ou, d'ailleurs, les personnes occupant ces postes de pouvoir ne seraient pas à un niveau suffisant.

b) Quotas

Les quotas sont des mécanismes par lesquels les gouvernements cherchent à accroître le nombre de femmes représentées au sein de l'organe directeur. «Des quotas par sexe pour l'élection des législateurs sont utilisés depuis la fin des années 1970 par quelques partis politiques (via la charte du parti) dans un petit nombre de démocraties industrielles avancées; de tels exemples seraient comme l'Allemagne et la Norvège ». Les systèmes de quotas ont été examinés à travers un grand nombre de statistiques nationales concernant les femmes au pouvoir.

Andrew Reynolds dit qu'il y a «une pratique croissante dans les législatures pour l'État, ou les partis eux-mêmes, d'utiliser des mécanismes de quotas formels ou informels pour promouvoir les femmes comme candidates et députées». Des quotas ont été établis dans de nombreux pays, mais le taux de représentation des femmes dans ces quotas reste limité. «Bien que plus de 60% des pays aient atteint au moins 10% de femmes dans leur législature nationale, moins ont franchi les barrières de 20% et 30%. En février 2006, seulement 10% environ des nations souveraines avaient plus de 30% de femmes au Parlement ». Bien que l'augmentation mondiale des femmes au pouvoir favorise la contribution aux lois sur l'égalité des femmes, de nombreux concepts culturels et sociaux concernant les femmes s'adaptent lentement au changement de représentation des femmes. Il est donc difficile pour les femmes d'être reconnues en politique autant que les pays le disent.

c) Législation

Il y a eu de nombreuses occasions où l'égalité des lois a, en soi et par les effets que les femmes ont, favorisé la progression globale de l'égalité des femmes à l'échelle mondiale. Bien que les femmes soient entrées dans la législation, la représentation globale dans les échelons supérieurs du gouvernement n'est pas établie. «En examinant les postes ministériels ventilés par allocation de portefeuille, on constate une tendance

mondiale à placer les femmes dans des postes ministériels socioculturels plus doux plutôt que dans des postes plus difficiles et politiquement plus prestigieux de planification économique, de sécurité nationale et d'affaires étrangères, qui sont souvent vus comme tremplins vers le navire leader national ».

d) Financement

Les budgets sensibles au sexe répondent aux besoins et intérêts des différents individus et groupes sociaux, en maintenant la sensibilisation aux questions d'égalité sexuelle dans l'élaboration des politiques et des budgets. Ces budgets ne sont pas nécessairement une répartition hommes-femmes de 50 à 50, mais reflètent fidèlement les besoins de chaque sexe. Les avantages des budgets sensibles au genre comprennent:

- Amélioration de l'efficacité budgétaire en veillant à ce que les fonds soient alloués là où ils sont le plus nécessaires,
- Renforcement de la position du gouvernement en défendant les besoins de tous, y compris les pauvres et les sous-représentés,
- Augmentation du flux d'informations entourant les besoins de ceux qui sont généralement victimes de discrimination.
- Un budget sensible au sexe peut également contribuer à résoudre les problèmes de travail.

Les collectifs informels de femmes sont essentiels pour améliorer le niveau de vie des femmes dans le monde. Les collectivités peuvent s'attaquer à des problèmes tels que la nutrition, l'éducation, les abris, la distribution de nourriture et généralement l'amélioration du niveau de vie. L'autonomisation de ces collectifs peut accroître leur portée auprès des femmes qui ont le plus besoin de soutien et d'autonomisation. Bien que les mouvements de femmes aient obtenu des résultats très satisfaisants en mettant l'accent sur l'égalité des femmes, d'autres mouvements adoptent des approches différentes de la question. Dans certains pays, les femmes, au lieu d'approcher les revendications en tant que représentation des femmes comme «un groupe d'intérêt particulier», ont abordé la question sur la base de «l'universalité des différences sexuelles et de la relation avec la nation». Hun et Weldon soulèvent également la question de la démocratie et ses effets sur le niveau d'égalité qu'elle apporte. Dans leur article, ils expliquent qu'un pays démocratique est plus susceptible d'écouter «l'organisation autonome» au sein du gouvernement. Les mouvements de femmes en bénéficieraient le plus ou ont eu une grande influence et un impact à cause de la démocratie, même si cela peut devenir un système très complexe. En ce qui concerne les questions de gouvernance locale, la position politique des femmes n'est pas nécessairement considérée comme un problème majeur. «Même les organisations de la société civile ont laissé les problèmes des femmes à l'ordre du jour. À ce niveau,

les chefs traditionnels ont également un intérêt direct qui s'oppose généralement aux intérêts des femmes ». Les théoriciens estiment qu'un revers dans les politiques gouvernementales serait considéré comme catastrophique pour le progrès général des femmes au gouvernement. Amanda Gouws dit que «l'instabilité des régimes démocratiques ou nominalement démocratiques rend les gains politiques des femmes très vulnérables car ces gains peuvent être facilement annulés lorsque les régimes changent. L'incapacité à intégrer la sphère privée dans la contestation politique diminue le pouvoir des droits démocratiques formels et limite les solutions à l'inégalité entre les sexes ».

DISCUSSIONS

La reconquête de l'électorat camerounais, visiblement fatigué des jeux politiques, est désormais le cri de guerre de nombreux groupes politiques et de plusieurs organisations de la société civile du pays. Les femmes représentent à elles seules 52 pour cent de la population camerounaise, elles sont donc un poids démographique potentiellement déterminant qui devrait être mobilisé pour un enregistrement massif et une plus grande participation électorale.

Guy Parfait Songué, politologue et maître de conférences à l'Université de Douala, la capitale économique, a déclaré que la faible participation des Camerounais y compris les femmes dans le processus politique a ses racines dans la violence du processus de décolonisation. «Il y a eu une véritable crise de citoyenneté au Cameroun. Il ne faut pas oublier que le cœur de ce pays a été décimé avant l'indépendance et au cours des 10 années suivantes. Les nationalistes qui se sont battus pour l'indépendance du pays a été décimée par le napalm des colons français. Cela a affaibli le sentiment national », a-t-il déclaré.

Pour les universitaires, la faible implication politique, des hommes comme des femmes, au Cameroun est également due à des causes psychologiques et anthropologiques.

«Demander aux gens de s'impliquer dans la politique revient à les inciter à diriger. Mais nous ne pouvons pas promouvoir l'esprit de leadership d'un individu tout en refusant de valoriser son potentiel. Cela commence dans la famille où le leadership des enfants (garçons et filles) est interdit. On leur apprend plutôt la peur et le doute. Vous ne pouvez pas favoriser le potentiel de leadership d'un enfant après l'avoir dénigré toute sa vie. Les parents devraient commencer par changer leurs relations avec les enfants », a expliqué Songué.

Nous pouvons convenir qu'il y a un vrai problème. Les femmes ont une culture politique faible. Et les textes qui établissent l'égalité des sexes, comme la constitution, ne sont pas très bien connus ou compris.

Et cela malgré le fait que les partis politiques plaident pour plus de parité entre les sexes. L'un d'eux est le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), le parti actuellement au pouvoir. Le parti suit rarement les règles fixées par sa hiérarchie en ce qui concerne l'intégration des femmes et des jeunes dans sa liste de candidats lors des élections législatives et municipales. Cela peut expliquer l'attitude qui entrave la participation politique des femmes.

Cependant, la représentation des femmes dans la vie politique au Cameroun s'est légèrement améliorée grâce au plaidoyer féministe et aux efforts du gouvernement.

Selon l'INS, entre 2007 et 2020, le nombre de femmes à l'Assemblée nationale est passé de 57 à 61 sur 180 parlementaires. Au niveau local, entre 2007 et 2020 sur 360 maires, on est passé de 27 à 33 (maires et adjointes). En outre, le Cameroun compte 11 femmes ministres sur 66.

Mais les progrès sont encore insuffisants, puisque la création de l'Assemblée nationale ne représentait que 8,41 femmes au Parlement, contre 11,16 élues dans les conseils municipaux. Les femmes devraient s'impliquer dans des associations et des groupes, et pas seulement pour payer des cotisations, manger, boire et s'entraider dans les moments difficiles.

La Journée internationale de la femme célébrée dans le monde entier chaque 8 mars a eu ses défauts et ses avantages notamment dans les pays en développement. L'ignorance de ce qui est requis a joué un rôle majeur dans la manière indisciplinée avec laquelle la plupart des femmes font la journée. Au Cameroun, de nombreux foyers ont été détruits, de nombreuses femmes et quelques hommes ont perdu la vie dans le but de tirer la couverture en cas de tumulte. Certaines personnes pensent que les heures supplémentaires, un bon nombre de femmes ont fini par comprendre le vrai sens de la célébration de la journée tandis que certaines personnes mettent le gouvernement en faute pour ne pas avoir dispensé une éducation appropriée à ces femmes, conformément à la résolution de Genève sur les droits des femmes. Afin de permettre aux gens de parler, Eden a demandé l'avis des gens concernant la célébration de cette journée.

Les célébrations de la Journée de la femme provoquent plus d'efforts sociaux que de résoudre les problèmes des femmes. Les femmes ont toujours les mêmes maux de tête très anciens. Elles ont encore des préjugés sexistes à bien des égards, une mauvaise représentation au niveau du Parlement, du Sénat et du gouvernement. Elles doivent encore dépendre des hommes pour leur survie, même s'ils réclament plus de

pouvoir. La Journée de la femme leur laisse plus de maux de tête.

Selon les avocats des droits de l'homme, le droit de vote et la participation des femmes au processus politique sont des sujets de préoccupation importants au Cameroun. Les femmes représentent 51% de la population du Cameroun, mais le pourcentage de femmes dans le gouvernement dans son ensemble est beaucoup plus faible. Le Cameroun a indiqué que le pourcentage de femmes membres du gouvernement était de 13,5%. Ce chiffre est bien inférieur à la représentation égale ou au quota de 30 pour cent suggéré par le gouvernement.

Une importante sous-représentation des femmes persiste dans les postes de représentation locale, de diplomatie, d'administration et de magistrature. L'absence substantielle de représentation des femmes dans la vie publique d'un pays est une forme de discrimination à l'égard des femmes.

L'égalité de facto entre les hommes et les femmes signifie l'égalité dans tous les domaines de la vie, y compris la sphère politique. Cette communication porte sur le respect par le Cameroun de ses obligations dans le contexte du vote des femmes et des droits politiques. Le gouvernement du Cameroun a fait des progrès vers l'augmentation du nombre de femmes qui participent aux postes de décision au sein du gouvernement. Cependant, des efforts supplémentaires sont requis par la Convention. Cette communication expose les défis qui subsistent et formule des recommandations pour que des réformes soient envisagées.

Le Cameroun a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes le 23 août 1994. En particulier, les obligations relatives au droit de vote et aux droits politiques figurent aux articles 7 et 8. Le Cameroun a également adhéré au Protocole facultatif le 7 janvier 2005, qui permet aux individus et aux groupes de faire rapport au Violations par le Comité des droits garantis par la Convention par le Cameroun.

En vertu de l'article 7, le Cameroun a accepté de prendre toutes les mesures appropriées pour éliminer, dans la vie politique et publique du Cameroun, la discrimination à l'égard des femmes. En particulier, le Cameroun a accepté d'oeuvrer en faveur de l'égalité des droits de vote à toutes les élections en formulant et en appliquant les politiques gouvernementales applicables, en aidant à accroître le nombre de femmes occupant des fonctions publiques et à exercer des fonctions publiques à tous les niveaux de gouvernement, et à participer à des organisations non gouvernementales et associations (ONG).

En vertu de l'article 8, le Cameroun a convenu de prendre toutes les mesures appropriées pour garantir aux femmes des conditions égales à celles des hommes sans aucune discrimination, dans les possibilités de représenter le gouvernement camerounais à titre international et de participer aux travaux des organisations internationales.

L'article 4 oblige en outre le Cameroun à adopter des mesures temporaires spéciales pour accélérer l'égalité de fait entre hommes et femmes. Dans la Recommandation générale n ° 25, les États parties ont été chargés de prendre des mesures temporaires spéciales pour assurer le plein respect des dispositions des articles 7 et 8.

Les barrières traditionnelles continuent de nuire à la capacité des femmes de participer à la politique. Un récent rapport a mis en évidence la communauté de Mbororo où les femmes sont empêchées de prendre des décisions au sein de leur propre famille en raison de leur dépendance économique et de leur exclusion de la prise de décision communautaire, même sur des questions qui affectent les femmes. Sans les ressources économiques nécessaires pour poursuivre une carrière politique, de nombreuses femmes ne peuvent pas poursuivre une carrière de manière indépendante. De plus, des lois discriminatoires renforcent cette barrière.

L'état actuel de la politique au Cameroun présente également un obstacle. La sous-représentation des femmes et le faible taux d'inscription des femmes dans les partis politiques peuvent saper la confiance des femmes et affaiblir la solidarité entre elles.

CONCLUSION

À la fin de notre étude basée sur l'augmentation et la participation des femmes en politique, nous recommandons au gouvernement de: Prendre des mesures pour surmonter les obstacles, tels que l'analphabétisme ou les entraves à la liberté de circulation, qui empêchent les femmes d'exercer efficacement leurs droits politiques. Adopter des mesures pour faciliter le droit de vote des femmes, y compris la sensibilisation du public aux hommes et aux femmes, le transport vers les bureaux de vote et veiller à ce que les conditions d'inscription au vote soient raisonnables et n'aient pas d'impact discriminatoire sur les femmes.

Identifier et éliminer les obstacles au vote des femmes, y compris les exigences en matière de photographie et de carte d'identité nationale et les restrictions à la liberté de circulation. Veiller à ce que l'interférence avec le droit de vote d'une personne soit interdite par la loi et que ces lois soient appliquées.

Adopter des mesures spéciales, telles que des photographies, des symboles et le vote par empreinte digitale, pour faciliter le vote des électeurs analphabètes et leur fournir des informations adéquates.

Fournir un soutien, une formation et des conseils aux femmes élues sur des questions telles que: naviguer dans l'institution pour laquelle elles sont élues; leurs principales responsabilités; relations avec les mandants; leurs devoirs et responsabilités; budgétisation; et la surveillance de l'exécutif; et les questions et opérations procédurales.

Élaborer et mettre en œuvre des réformes institutionnelles pour garantir que la culture et l'environnement de travail des institutions politiques soient sensibles aux besoins des représentantes, par exemple, la disponibilité et la proximité des toilettes pour femmes, le site ou les services de garde d'enfants à proximité, l'éradication des séances du soir qui peuvent interférer avec les tâches familiales, ainsi que d'autres réformes structurelles telles que la représentation proportionnelle des sexes dans les comités. Fournir un financement adéquat aux organisations et programmes qui soutiennent et promeuvent la participation politique des femmes. Mener des campagnes de sensibilisation du public pour éduquer et promouvoir la participation

politique des femmes en tant qu'électeurs, candidates et nommées.

BIBLIOGRAPHIE

1. Andre, K. (1997). Types de démocratie: du classique au nouvel institutionnalisme, *Journal of Theoretical Politics*, 9 (4) pp. 419-444.
2. Arend, L. (1999). Modèles de démocratie: formes de gouvernement et performance dans trente-six pays. Yale University Press: New Haven & Conn: Yale University Press, 1999.
3. Joseph, S. (1976). Capitalisme et démocratie. Londres: Allen & Unwin.
4. Martin, R.D. (2004). Bonne gouvernance: la flexibilité d'un concept politique, une publication de TRAMES pp. 372-387.
5. Mikael, K. (1996). Journal de l'Institut international africain JSTOR: Afrika, P ; 66 (4).
6. Mills, L., & Ismail, S. (1991). Governance and the external factor, Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie, Washington, D.C, p. 25-26.
7. Norman, L. (2001) : Sociologie du développement: perspective des acteurs, Londres, New York: Routledge.